

*Article 31 du Règlement***LE PARTI RÉFORMISTE**

M. Chris Axworthy (Saskatoon—Clark's Crossing): Monsieur le Président, durant le dernier week-end, le Parti réformiste a tenu son congrès à Saskatoon, et le spectacle qu'il nous a présenté était fort bien orchestré. Je crains toutefois que les artifices et le baratin dont nous avons été témoins ne nous fassent oublier ce qui est réellement ressorti du congrès du week-end. Le Parti réformiste est déjà passé dans le camp ennemi.

J'ai été stupéfait de constater que le parti qui s'était si rapidement rallié au NPD dans la lutte contre la TPS a fait volte-face sur cette question le week-end dernier. Les réformistes sont maintenant en faveur de l'horrible TPS. C'est franchement décevant. Déjà, ils commencent à ressembler de plus en plus aux Conservateurs; comme eux, ils sont en faveur d'un ticket modérateur dans le domaine de l'assurance-maladie; comme eux, ils souhaitent le démantèlement de la Commission du blé ainsi que la suppression de l'organisation méthodique des marchés agricoles; comme eux, ils veulent pousser plus loin le libre-échange, et comme eux, leurs partisans bien nantis font la loi.

Monsieur le Président, l'image soignée d'un parti bénéficiant de solides appuis financiers qu'a voulu projeter le Parti réformiste au cours du week-end dernier n'était pas une erreur. Les réformistes ne sont rien de plus que des Conservateurs impatientes.

* * *

LES FORCES ARMÉES CANADIENNES

M. Fred J. Mifflin (Bonavista—Trinity—Conception): Hier, j'ai assisté avec nombre de mes collègues et des milliers de Canadiens au retour de trois navires de guerre canadiens à leur port d'attache après huit mois d'absence ou presque.

Dimanche, le 7 avril, les navires canadiens de Sa Majesté *Athabaskan*, *Terra Nova* et *Provider* sont entrés fièrement dans le port de Halifax, avec le même professionnalisme et la même dignité qu'ils ont manifestés dans leur impressionnante et honorable participation à la guerre du golfe Persique. Ces navires ont stoppé 1 800 navires marchands et en ont inspecté 22 afin d'appliquer les sanctions économiques des Nations Unies contre l'Irak.

Les députés et tous les Canadiens peuvent être fiers de l'ingéniosité, du dévouement et de la détermination dont ont fait preuve tous les membres, hommes et femmes, des Forces armées canadiennes et tous les employés du ministère de la Défense nationale, qui savaient ce qu'ils avaient à faire et qui l'ont bien fait.

[Français]

LES DÉPENSES DU PARLEMENT

M. Guy Saint-Julien (Abitibi): Monsieur le Président, le 20 mars dernier, le Bureau de régie interne de la Chambre des communes a décidé de réduire le Budget des dépenses de 1991-1992 de 5,6 millions de dollars au Parlement canadien.

Les réductions ont été effectuées au niveau des dépenses opérationnelles des comités, de l'impression des publications parlementaires, des dépenses discrétionnaires des associations et délégations parlementaires et l'utilisation d'un seul satellite émetteur-récepteur plutôt que deux, ceci pour l'exploitation du réseau de télévision parlementaire.

Monsieur le Président, je me réjouis de ces coupures, mais nous pourrions faire plus en coupant dans nos privilèges et autres dépenses au Parlement canadien et au Sénat.

Monsieur le Président, le 11 avril prochain, cette semaine, je dévoilerai à la population de ma circonscription le coût total de mes dépenses de privilèges et du fonctionnement de mes bureaux parlementaires. Députés du Bloc québécois, êtes-vous capables de faire le même exercice, oui ou non?

* * *

[Traduction]

LE CHÔMAGE

M. David Dingwall (Cape-Breton—Richmond—Est): Monsieur le Président, d'après les statistiques les plus récentes publiées à la fin de la semaine dernière, le taux de chômage se maintient à 22,2 p. 100 au Cap-Breton. C'est honteux. C'est le double de la moyenne nationale.

De plus, ces chiffres ne tiennent pas compte des gens qui ont épuisé leurs prestations d'assurance-chômage, qui ont cessé de chercher un emploi et qui ont perdu tout espoir d'en trouver un.

Le printemps est donc triste encore une fois au Cap-Breton, et l'été ne s'annonce pas meilleur. C'est une mauvaise nouvelle pour les jeunes qui cherchent un emploi d'été pour payer leurs études. Les frais de scolarité, les prix et les taxes augmentent, mais les opportunités diminuent.

Le premier ministre et le gouvernement ont échoué encore une fois. Ils n'ont pas réussi à régler les graves problèmes économiques du Cap-Breton et du Canada.